



**PREFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté de prescriptions complémentaires de prolongation d'autorisation**

N° *DCL-BRENV-2023-09.5*

**Société THIVENT**

630 route de La Clayette  
71800 LA-CHAPELLE-SOUS-DUN

**Carrière de Saint-Igny-de-Roche**

Lieu-dit « Les Fouillouses »  
71170 ST-IGNY-DE-ROCHE

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE**

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 autorisant la société Thivent à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Saint-Igny-de-Roche ;
- Vu** la demande du 21 novembre 2022, avec tous les éléments d'appréciation, de la société Thivent en vue de prolonger de 10 ans l'activité de la carrière sur la commune de Saint-Igny-de-Roche ;
- Vu** la mise à disposition du dossier au public par voie électronique du 23 janvier 2023 au 6 février 2023, selon les modalités de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;
- Vu** le rapport du 6 janvier 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 7 mars 2023 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 14 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière envisagée par la société Thivent engendre également une modification du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

**CONSIDÉRANT** que les modalités de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2008 susvisé ne sont pas modifiées ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois de préciser les modifications du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION**

L'arrêté préfectoral n°08-03433 du 18 juillet 2008 autorisant la société Thivent, dont le siège social est situé 630 route de La Clayette 71800 LA-CHAPELLE-SOUS-DUN, à exploiter une carrière, sur le territoire de la commune de Saint-Igny-de-Roche, lieu-dit « Les Fouillouses », est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

#### **2.1 – Installation classée autorisée**

Le classement de l'installation du site indiquée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 est modifié de la façon suivante :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510.1	Autorisation	Production annuelle moyenne de 40 000 tonnes et maximale de 50 000 tonnes
Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage,	2515.1.a	Enregistrement	Puissance de l'installation de traitement : 450 kW

tamissage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2			
--	--	--	--

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

## 2.2 – Durée de l'autorisation

**Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n°08-03433 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'autorisation d'exploiter la carrière est prolongée pour une durée de 10 ans à compter du 18 juillet 2023, soit jusqu'au 18 juillet 2033 (remise en état compris).

Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance de l'autorisation.

## 2.3 – Capacité de production

**Les dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n°08-03433 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 700 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 18 juillet 2008).

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 50 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).

## 2.4 – Garanties financières

**Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 sont modifiées par les dispositions suivantes :**

La durée de l'autorisation comporte 10 années supplémentaires. Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phases	Montant pour la phase en euros (€)
4 : 2023 à 2028	114 750*
5 : 2028 à 2033	72 237*

\* Indice TP01 de 128,4 (sept 2022)

## 2.5 – Plan de phasage

**Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (tonnes)
4	2023	6 000	200 000
5	2028	4 900	165 000

### **ARTICLE 3 – ARRÊTES APPLICABLES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les prescriptions des textes ci-dessous sont notamment applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### **ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

### **ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télerecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7 - EXÉCUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Saint-Igny-de-Roche, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

Fait à Mâcon, le

**20 MARS 2023**

Le Préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON



## ANNEXE : PLAN DE PHASAGE – Phase 4 et 5

